Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 621

Rubrik: Glanures helvétiques

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

rente. L'objectif: agir «en amont» c'est-à-dire mettre en œuvre de véritables économies, impliquant par exemple l'abandon du recours systématique aux hôpitaux. Et là, à nouveau, la situation des rentiers est exemplaire. En clair, le placement en établissement médical et/ou social — indispensables pour certains vieillards — serait évitable pour d'autres si des mesures appropriées étaient prises et appliquées. Convergences des intérêts économiques bien compris et d'une politique sociale digne de ce nom.

LE TEST DE 1966

Illustration. En 1966, les admissions dans les homes de vieillards ont fortement diminué, ainsi que les cas d'assistance pour les personnes nouvellement placées. La raison directe est patente: en 1966, les rentes AVS ont été grandement améliorées; en outre, des prestations complémentaires ont été délivrées pour la première fois. Cette action matérielle, en amont, a mis en évidence un fait essentiel: de nombreuses personnes âgées se rendaient dans un home-refuge pour des raisons financières, et non pour des causes de dépendance physique ou de maladie.

VRAIES ÉCONOMIES

En fait, la précarité des conditions d'existence d'une proportion importante des personnes âgées (rappel: un rentier sur cinq de l'échantillon dispose de moins de 1000 francs par mois en 1976!) induit, selon toute probabilité, des institutionnalisations aujourd'hui encore.
D'où l'hypothèse suivante: une amélioration des revenus des personnes âgées les plus démunies limiterait les placements hospitaliers et sociaux, surtout si le réseau de soins et soutiens à domicile était renforcé. Le coût social supplémentaire de ces mesures serait largement compensé par l'économie en lits et l'économie en frais d'exploitation (et en conséquence des subventions et/ou de la couverture des déficits des institutions par les pouvoirs publics).

Il conviendrait bien sûr de vérifier cette hypothèse, de chiffrer, sur la base d'un sondage, les coûts supplémentaires d'une part, les économies d'autre part. En admettant que l'économie soit identique au supplément financier, le solde quantitatif, égal à zéro dans ces conditions, n'est pas nul sur le plan qualitatif: un placement social évité est un progrès en qualité de vie, pour ceux qui veulent et ainsi pourraient rester à la maison.

Dernière remarque: il y a une hypocrisie sociale évidente à ne considérer les mesures de politique sociale qu'en termes de dépenses. Dans une optique comptable trop répandue, proche des «sous à court terme» et oublieuse de l'économie à long terme, le mieux-être d'une partie de la population et la justice sociale pèsent peu.

[1] Pour les ordres de grandeur, nous restons fidèles, bien entendu, à ceux détaillés dans ces mêmes colonnes (oct.-nov. 1981) et auxquels les lecteurs de DP sont maintenant familiarisés. Pour mémoire, Pierre Gilliand, dans son travail, analysait les situations des rentiers par «tranches» d'un dixième des cas considérés, des plus démunis (la «tranche» d'un dixième du bas de l'échelle) aux plus aisés (un dixième supérieur).

Glanures helvétiques

Coïncidence: au moment même où nous appelions à la rédaction d'un «vade-mecum» du migrant (DP 620), paraissait aux Editions Anthropos (Paris) une somme extraordinairement documentée couvrant toutes les zones frontalières d'Europe, due au sociologue et économiste genevois Charles Ricq: «Les travailleurs frontaliers en Europe». Un travail qui devrait grandement faciliter la mise au point du guide que nous souhaitons.

* * *

Dans les arts graphiques, les positions les mieux assises peuvent soudain se révéler fragiles. Voyez à Berne, la «Verbandsdruckerei», imprimerie proche de l'UDC et des milieux agricoles, acculée à adopter de nouvelles structures, prix d'erreurs de gestion dans le passé, acculée à licencier plus d'une centaine de collaborateurs. Et pour prendre la place encore chaude, voici une autre imprimerie bernoise, «Beatdruck AG», partie prenante à l'édition du géant silencieux de la presse suisse, la «Berner Zeitung», qui se prépare à investir de fortes sommes dans un centre de production moderne. «Jä gäll, so geits» (ainsi va la vie), comme on dit en dialecte bernois.

* * *

Les autorités de la ville de Saint-Gall envisagent de remettre au secteur privé la charge de l'enlèvement des ordures. La boucle est ainsi bouclée. Mais reste à voir quelles seront les charges supplémentaires pour les contribuables.

* * *

L'Internationale socialiste du Lac de Constance organisera au printemps prochain une réunion de militants qui se pencheront sur le problème de l'emploi dans la région. Rappelons que cette internationale groupe les partis socialistes des régions allemandes, autrichiennes et suisses situées sur les rives du Bodan.

* * *

Le quotidien de gauche de Saint-Gall était menacé de disparition. Une action financière menée par le secrétaire du cartel syndical du canton est parvenu à trouver les moyens suffisants pour un nouveau départ. Une société anonyme au capital de 600 000 francs (argent frais) reprend le journal et l'imprimerie. Cette solution convient aux trois autres quotidiens socialistes de la région (Thurgovie, Winterthour et Schaffhouse) qui collaborent à l'achat de pages du «Badener Tagblatt» et qui auraient vu leur part augmenter sensiblement.